



Séance Plénière

Jeudi 2 juillet 2009

De quelle crise parle-t-on ?



De quelle crise parle-t-on ? par Joël ROMAN

Philosophe,
Rédacteur en chef de la revue « Esprit »

Je vais apporter quelques éléments de réflexion autour de la question de l'avebir du modèle de solidarité. Tout d'abord, il est important de réfléchir à un modèle de solidarité qui se construirait plus explicitement du bas vers le haut, en partant du principe de subsidiarité. Car ce sont tout d'abord dans les communautés dans lesquels les individus vivent que se trouvent les premiers niveaux et acteurs de la solidarité. Et c'est en partant de cette réalité que peuvent se construire les autres formes de solidarités plus structurées.

Ensuite, en ce qui concerne les grands systèmes de solidarité, je voudrais relever qu'il faut des budgets conséquents dans une période de crise, mais aussi insister sur l'importance de penser autrement les réponses. Ainsi, en ce qui concerne le débat sur les retraites. L'équation selon laquelle il faut soit augmenter les cotisations, soit diminuer les pensions, soit travailler plus longtemps est à peu près inévitable. Néanmoins, nous continuons à raisonner dans ce domaine comme dans d'autres, comme s'il y avait rien entre l'inactivité et la dépendance que l'activité conçue

uniquement sous la forme de l'emploi salarié et de l'insertion dans l'économie marchande. Nous savons très bien qu'entre l'un et l'autre il y a des multiples formes d'activités, notamment l'activité civique et l'activité d'engagement, qui ne peuvent pas être rétribués au titre de l'économie marchande ou selon les mêmes modalités mais qui ont besoin d'acquiescer une forme de rétribution et d'être reconnues.

Enfin, troisième direction importante, nous devons nous interroger sur la façon dont nous traitons la question des solidarités effectives qui sont celles des quartiers, des individus, des groupes, sans avoir à leur demander au préalable de montrer patte blanche. Soit l'on aide les initiatives naissantes à se construire, en leur donnant des moyens et des outils ou bien, au contraire. Soit on s'inscrit dans une logique de la suspicion, qui va couper la société en deux et qui va se traduire par toujours plus de volonté de réglementation voire de législation pénale sur un certain nombre de sujets. Parce que cela génère des difficultés quand on pénalise, comme cela a été fait, les rassemblements dans les halls d'immeuble, on apporte, une mauvaise réponse à ce qui

est peut-être une bonne question. D'une façon générale, nous avons tendance à accentuer une inquiétude diffuse alimentée par un certain nombre de discours et qui, d'une certaine manière, vise à ne

comprendre le lien social que dans les interstices extrêmes de ce que peut laisser la sécurité et la sécurité judiciaire. Il y a là un réel danger.



De quelle crise parle-t-on ? par Patrick VIVERET

Philosophe

Conseiller référendaire à la Cours des comptes

Si on veut comprendre le caractère systémique de la crise, il faut rechercher le point commun à la crise écologique, financière, sociale, pour ne parler que de ces trois aspects. Ce point commun est celui de la démesure et du mal-être. Partant, on peut considérer que la

question du vivre ensemble n'est pas un supplément d'âme à donner aux politiques publiques, mais le cœur des réponses systémiques à la crise, et donc qu'une autre approche de la richesse, et plus précisément de la notion d'activité, est essentielle.

De la démesure à la maltraitance

La démesure apparaît d'abord dans nos rapports à la nature. Elle est au cœur des défis écologiques et notamment du double grand défi aujourd'hui publiquement reconnu, celui de la responsabilité humaine dans le dérèglement climatique d'une part, et celui de risques majeurs des atteintes à la biodiversité. Elle existe aussi dans le creusement des inégalités sociales. Quand à l'échelle planétaire, 225 personnes dont le revenu cumulé est égal à celui de 2,5 milliards d'être humains, ou lorsque trois personnes ont l'équivalent de la richesse nationale des 48 pays les plus pauvres, on est dans la démesure. Vous la retrouvez dans la crise financière elle-même. Bernard LIETAER, ancien directeur de la banque centrale de Belgique, avait montré qu'avant l'entrée dans le tsunami financier, les échanges monétaires sur les marchés financiers

étaient de l'ordre de 3 200 milliards de dollars par jour. Or, sur ces 3 200 milliards de dollars, la part qui correspondait à des biens et des services réels était de 2,7 % exactement.

Au cœur de cette démesure, on trouve également du mal-être et de la maltraitance. En effet, le programme des Nations unies pour le développement avait mis en évidence qu'à peine un quarantième des sommes qui sont dépensées dans les budgets militaires, dans l'économie des stupéfiants et même dans la publicité – dont il est quand même difficile de reconnaître qu'elle est plus importante que les questions de la faim, de l'accès à l'eau potable, aux soins de base ou au logement – représentait plus de quarante fois les sommes qui correspondraient aux besoins vitaux de l'humanité. Cet exemple montre qu'il y a

un lien entre la question de la démesure, la question du mal-être et la question de la maltraitance. Quand on a compris ce qui est au cœur du caractère systémique de la crise, on comprend bien que s'il doit y avoir une réponse systémique à cette crise, elle ne peut pas être dans le

versement de milliers de milliards de dollars pour sauver le système bancaire, alors que dans le même temps on continue à prétendre que les caisses seraient vides sur le traitement de la question sociale ou de la question écologique.

Vers une nouvelle conception de la richesse

La question du vivre ensemble, dans laquelle les collectivités territoriales ont un rôle absolument déterminant, devient alors stratégique. Il faut répondre par de la solidarité et de la fraternité aux logiques de sauve-qui-peut individuelles ou corporatistes. Pour réussir cette alternative, une autre approche de ce que nous comptons comme richesses et comme activités est absolument essentielle. Quand nous étions quelques-uns à le dire en 2002 au moment où nous organisions la rencontre internationale "Reconsidérons la richesse" à Paris, cela paraissait encore extraordinairement utopique. Mais, nous en sommes aujourd'hui à trois conférences internationales des Nations unies qui, à la fois, ont reconnu le bien-fondé de la critique de nos indicateurs de richesse et notamment du fameux produit intérieur brut, et la nécessité absolue d'avoir de nouveaux indicateurs de richesse. En France, la Commission sur la mesure de la performance économique et le progrès social, conduite par Joseph STIGLITZ, qui a remis son rapport au président de la République en septembre dernier, valide le fait qu'il ne s'agit pas d'une question de nature purement théorique mais qui engage des conséquences pratiques fondamentales.

Aujourd'hui, nous restons bloqués sur une définition de l'activité qui est extrêmement réductrice, c'est-à-dire le travail au sens économique et statistique du terme.

L'ensemble de la vie associative et du bénévolat dans sa partie non monétaire est donc considéré comme de l'inactivité, qui ne produit donc pas de richesse. Tant que l'on continuera à avoir une vision réductrice de l'activité et de la richesse, la plupart de nos grands problèmes écologiques et sociaux seront des problèmes impossibles à traiter.

Le programme des Nations unies pour le développement avec ses indicateurs de développement humain a ouvert une brèche sur la conception de nouveaux indicateurs de richesse, aujourd'hui en train de s'étendre et de se concrétiser. Mais, il faut aussi réfléchir à de nouveaux systèmes comptables. En effet, le rôle des normes comptables dans l'aggravation de la crise financière a été déterminant. Tant que les humains, dans la comptabilité générale, sont du côté des charges, vous ne pouvez pas traiter sérieusement la question sociale.

Nous avons aussi besoin de repenser notre rapport à la monnaie. Le fait que la création monétaire sous responsabilité publique représente aujourd'hui moins de 10 % des vecteurs monétaires en circulation (pièces et billets), alors que le reste est constitué de monnaie de crédit, de fait transférée aux banques commerciales privées, sans véritable régulation publique, est directement au cœur de la crise et aussi au cœur de l'impossibilité de répondre aux grandes questions écologiques et sociales de la

crise. Sur ce terrain-là, de la même façon qu'existent des propositions sur l'approche de la richesse, des propositions montent sur la question monétaire. Bernard LIETAER, que je citais précédemment, est un de ceux qui a repris le dossier ouvert par Pierre Mendès-France et John Maynard Keynes au moment de Bretton-Woods, d'une monnaie commune mondiale qui soit cohérente avec le développement durable. C'est le même qui dit aux collectivités territoriales : vous avez la possibilité de recréer des

systèmes de monnaie au service du développement local et du développement durable.

En rassemblant ces différents éléments, on voit bien que cette réponse systémique à la crise est effectivement possible. La crise peut devenir une opportunité en ouvrant de nouvelles perspectives et de nouvelles brèches. Mais pour aller dans cette direction, cette autre posture à l'égard de la richesse et de la monnaie est une nécessité."



De quelle crise parle-t-on ? par Martin SCHAIN

Professeur de sciences politiques, New York University

Il me semble que la crise actuelle n'est pas nouvelle. Elle a accentué, approfondi, les crises qui ont existé avant. Mais quelles crises ? Pour la France, la crise sociale existe depuis les années 80. C'est une crise de l'emploi qui a défié le modèle de solidarité. La deuxième crise a été celle des banlieues, l'insertion de la population issue de l'immigration comme on dit maintenant. C'est en effet une crise d'intégration. Ces deux crises ont été accentuées, approfondies par la crise financière commencée il y a un an.

Du fait de ma compétence, je voudrais me pencher sur la crise de l'immigration, de l'intégration qui est une crise d'insertion au niveau de l'emploi mais aussi de l'enseignement. Pour la France, c'est une crise beaucoup plus grave qu'en Angleterre et aux Etats-Unis. Le pourcentage d'enfants issus de la diversité suivant l'enseignement secondaire est en

France très élevé avec 56 %. Mais le pourcentage d'échec scolaire est à peu près de 50 % dans l'enseignement secondaire. Par comparaison, en Angleterre, ceux qui sont nés à l'étranger ou de parents étrangers sont à 45 % mais le niveau de l'échec scolaire est beaucoup moins élevé. Aux Etats-Unis, le niveau de non réussite est plus ou moins de 30 %. Ceci étant, il faut relever qu'aux Etats-Unis le problème social dans les banlieues reste extrêmement aigu.

Toutefois, alors qu' en France, la crise a été une occasion de réformer le système et d'en accentuer les limites, les réductions de programmes de protection sociale et à défier ce que l'on appelle les droits acquis. Aux Etats-Unis, on a accentué les nouvelles initiatives de l'action publique c'est-à-dire la solidarité et la création de biens publics. En effet, Obama est le premier président des Etats-

Unis depuis longtemps qui est influencé par la culture européenne. Il est un homme d'Etat. Il regarde l'état non comme un ennemi mais comme l'outil pour changer les choses. L'idée de réforme aux Etats-Unis est axée sur l'expansion de l'Etat, et l'expansion des programmes de protection sociale. La relance économique a été considérée comme une chance de recréer un état efficace, un état de régulation, un état qui recrée les programmes de solidarité qui existaient et avaient été supprimés il y a quarante ans. Mais tout ceci est difficile car le pouvoir du président aux Etats-Unis est différent de celui du président en France. Il est contraint et limité. Pour chaque président des Etats-Unis, pas uniquement Obama, les défis du système politique sont extraordinaires. Il n'a jamais existé de majorité présidentielle. Il existe une majorité démocrate ce qui est très différent. Les groupes politiques législatifs sont quasiment indépendants au sein du congrès, les liens locaux des représentants et des sénateurs sont très forts et il faut dire que pour chaque sénateur ou représentant, la réélection est presque assurée. En général, 85 % des représentants sont réélus à chaque élection à la chambre des représentants. Chez les sénateurs, c'est presque pareil,

80 % sont réélus chaque fois. Chacun a une vie politique indépendante de celle du président. Finalement, les commissions et les présidents de commissions au congrès ne sont ni la création du président ni la création du congrès mais ils sont ceux qui demeurent au congrès le plus longtemps.

Enfin, je voudrais relever que contrairement à la France, aux Etats-Unis la représentation politique des noirs est très impressionnante. Cela provient des acquis du mouvement des droits civiques des années 60. En 1970 on trouvait environ 1 500 représentants élus noirs. Au début du 21^e siècle, on décomptait plus de 10 000 représentants noirs à plusieurs niveaux. Cela a encore augmenté. Cela est significatif de la représentation de la population noire pourtant la plus défavorisée. Par comparaison, les élus Latinos aux Etats-Unis dans les années 80 étaient environ 3 000. Plus récemment, le chiffre est passé à 5 000. Par comparaison en France, la population issue d'immigration est presque exclue du système politique.

Quelle conclusion pour faire face à ces chiffres ? La représentation politique des minorités devrait être davantage organisée en France car elle conditionne la réussite de l'insertion.



De quelle crise parle-t-on ? Débat avec la salle

Animé par Jean-Louis SANCHEZ

Jean-Louis SANCHEZ

Merci. Nous voulions avoir un éclairage extérieur pour éviter de rester dans un

narcissisme hexagonal. Pouvons-nous demander à la salle de réagir ?

Bertrand TOULEMONDE, citoyen engagé dans diverses associations (Solidarités nouvelles face au chômage, Association nationale des visiteurs de prison, etc.)

J'essaie de partager mes interrogations sur la crise et le sens des mots. Je lis les termes de l'invitation, je lis « le lien social à l'épreuve de la crise ». Qu'est-ce qui fait le lien ? Pourquoi faire société ? Qu'est-ce qu'une épreuve si ce n'est ce qui révèle et davantage qu'est-ce que la crise ? Que veut dire le mot crise ? Patrick Viveret, qui est un helléniste distingué, ici en porte bien la culture phocéenne, crisis crinaen un lieu de discernement. Première question, quels sont les lieux politiques où penser est possible pour revisiter les fondements de notre société ? Sur la

remarque de Patrick Viveret, au sujet de la démesure, il revisite la tragédie grecque, lubris, et c'est bien venu à Marseille. Repenser le rapport activité dans le terme utilisé sur les retraites mais aussi sur l'emploi entre activité et inactivité. Le contrat d'activité (ma petite marotte) que j'essaie de proposer et qui se distingue du contrat de travail (qui renvoie au rapport Boissonnat, « le travail dans 20 ans »). Cette notion articule précisément le travail domestique, le travail associatif, la formation, etc...

Jean-Louis SANCHEZ

Nous allons déjà essayer de répondre à cette question. Patrick VIVERET sur l'espace de réflexion et peut-être Michel DINET sur l'espace d'action car si on veut

passer dans un monde différent il faudrait également s'interroger sur quels espaces d'action.

Patrick VIVERET

Je pense que les espaces de réflexion et d'action sont de plus en plus liés. La nature même de la crise et l'obligation d'aller au fond de ses racines fait que nous ne pouvons pas nous situer dans une action qui ne repense pas la radicalité des questions. D'un autre côté, une

réflexion qui ne serait pas incarnée ne serait pas à la hauteur des enjeux.

Les différents lieux plutôt porteurs d'espoirs ont cette double caractéristique. Par exemple, ce que vous êtes en train de faire allie complètement l'action et la réflexion.

Demain, s'ouvrent à Lyon les dialogues en humanité¹ qui est une rencontre internationale autour du thème, osons la solidarité, construisons des politiques et des économies du mieux être sur le plan international. Ce débat se situe entre l'action et la réflexion. Le point commun que l'on retrouve dans une autre initiative, que Jean-Louis Sanchez connaît bien puisque son collectif Fraternité y participe. Il s'agit du lancement d'un pacte civique pour une meilleure approche du mieux être et même une nouvelle approche du bonheur. Cela porte aussi sur la qualité démocratique afin que les personnes qui prétendent exercer de futures responsabilités publiques présentent des qualités de vision, de service, d'écoute là où le système à tendance au contraire à promouvoir des logiques d'autisme, de narcissisme et de vision à court terme. Une initiative telle que le pacte civique qui s'inspire de la méthodologie qui a été celle de Nicolas Hulot à travers le pacte écologique mais qui la propose sur l'ensemble du champ sociétal, voici un autre exemple d'initiative.

J'étais, il y a quelques mois au forum social mondial de Belém, il était frappant de voir que les deux grandes propositions positives qui naissaient de ce forum (à côté des critiques qui se trouvaient d'autant plus justifiées que la crise les avait confortées) étaient la question des biens communs de l'humanité et de leur préservation et de l'autre, on retrouvait la question du bien vivre. Quelles sont les

¹ <http://dialoguesenhumanite.free.fr/>

Michel DINET

Je ne peux pas remercier Jean-Louis de me passer le micro sur la question du politique, je ne vais pouvoir qu'exprimer à

conditions pour l'humanité d'avoir plutôt un développement dans l'ordre de l'être que simplement une croissance dans la course à l'avoir ? Ces questions qui, il y a quelques années, auraient paru essentiellement de nature théorique sont en train de devenir des questions concrètes. La source d'espérance est que ce n'est pas simplement qu'un autre monde est possible, c'est que une autre manière d'être au monde est déjà là. Au sujet des Etats-Unis, une enquête formidable a été faite au début du siècle par Paul H. REY et Sherry Ruth ANDERSON qui a fait découvrir ce phénomène que nous n'avions pas repéré appelé les cultural creatives. Ces millions de personnes, qui dans une sorte de silence total, ont commencé à changer de posture : dans leur rapport à l'écologie, dans leur rapport au lien social, dans l'ouverture au multi culturel, les différents éléments qui ont été abordés lors de l'intervention de Martin A. Schain. Tous ces éléments étaient présents, à la différence que là où les personnes se croyaient marginales et minoritaires, les enquêtes les situaient entre 15 et 35 % des plus de quinze ans. Quand on a en tête ces éléments, on comprend que la matière même de la réponse systémique à la crise, la matière du registre de l'espérance est présente mais nous ne savons pas la regarder ni suffisamment coopérer pour la mettre en œuvre c'est pour cela que la question de la fraternité est politique puisque c'est le rassemblement des nouvelles forces créatives, des nouvelles forces de vie.

la fois un enthousiasme et à la fois les limites de ce qui est posé là.

Il se trouve que j'ai une expérience parlementaire courte dont j'ai décidé qu'elle ne se reproduirait pas parce que je n'ai pas trouvé lors de cette courte expérience, malgré quelques dossiers forts qui m'ont enthousiasmé, la possibilité de faire la jonction entre espace de réflexion et d'élaboration de la pensée et espace d'action.

Je me suis replié, je fais exprès d'utiliser le terme, en faisant le choix du mandat unique, sur une action politique permettant de faire bouger les lignes concrètement, puisque la fonction de président d'un conseil général permet d'aborder des sujets avec une pensée et une réflexion sans cesse renouvelées, et en même temps une capacité d'agir avec d'autres.

C'est sans doute l'agir avec les autres qui est plus important que l'agir et le pouvoir de décider. Au sein de l'équipe, au niveau des élus, et à l'occasion de travaux avec les professionnels ensemble ou chacun de son côté, nous essayons de faire en sorte que l'action que nous conduisons produise des occasions d'évaluer, de réfléchir et de prendre le recul sur ce que nous faisons,

Alors que je pense que l'une des questions qui se posent aujourd'hui est celle d'une respiration nouvelle d'une république décentralisée qui permette de faire la jonction entre les fonctions régaliennes de l'Etat et une décentralisation qui respire sur le terrain et permette qu'à partir du « faire ensemble » puisse se croiser la possibilité de répondre à des difficultés, à des enthousiasmes à des espérances et en tout cas de faire en sorte que la participation ne se résume pas à quelques réunions en rond où la parole circule un peu plus que d'habitude chez des gens qui l'ont déjà. La participation pour moi est d'une toute autre nature. C'est l'engagement dans l'action quotidienne, ce qui pose tout le champ de

la place de l'expertise d'usage, puisque la participation concerne aux côtés des élus au suffrage universel, des espaces réappropriés pour prendre des initiatives, construire de la coopération, inventer des choses.

La réflexion que nous menons nous amène également à l'idée de se doter de nouveaux outils de mesure. Je voudrais évoquer la notion d'investissement, que Patrick Viveret aborde sur la question du produit intérieur brut (PIB). Nous avons ouvert un chantier avec un comité scientifique, sur la question de la nomenclature budgétaire dans laquelle nous sommes enfermés qui fait que je ne peux pas, en tant qu'exécutif départemental, inscrire les dépenses de solidarité ailleurs que dans la section de « fonctionnement ».

À un moment donné, il faut se repositionner. Les actions menées dans les domaines soit de l'enfance, de la gérontologie, dans le handicap, pour aider des personnes qui n'ont pas de travail et très peu de revenus, n'ont rien à voir avec les dépenses de fonctionnement d'une structure (le chauffage des locaux, les voitures, les indemnités des élus qui intéressent beaucoup de monde, etc.). Entre ces dépenses réelles de fonctionnement et les dépenses d'investissements qu'on ne repère dans nos budgets que comme celles qui donnent droit à un coup de ciseau sur un ruban d'inauguration, il y a quand même pour un département près de 60 % de la dépense publique qui m'apparaît être de l'investissement humain. Et dans les années qui viennent, notre budget sera présenté ainsi : une colonne dépense de fonctionnement, une colonne dépense d'investissement avec une partie

investissement matériel et une autre investissement humain.

L'action et le plaisir de l'action génèrent en même temps une réflexion et vice versa, soyez en convaincus, mais avec la limite que j'ai évoquée : je le sens mieux au niveau territorial que je n'ai été capable de

l'impulser au niveau national. Mais je ne désespère pas de pouvoir participer avec d'autres à une montée par le bas.

Si on fait la jonction avec les réseaux du développement local, du développement alternatif, de la coopération, du syndicalisme, la révolution est possible mais par le bas.

Jean-Louis SANCHEZ

Je m'interroge sur l'hypothèse que la liberté et l'égalité sont peut-être l'affaire de l'Etat et que la fraternité est peut-être davantage l'affaire des collectivités territoriales. Et c'est là qu'apparaît le lien avec les espaces de réflexion et d'action, là que se pose la question : quels outils ?

Je crois qu'un des objectifs des rencontres de Marseille pourrait être de travailler sur la coopération des forces que sont aujourd'hui les élus locaux et les acteurs associatifs. C'est ce que nous souhaitons faire avec les ateliers du vivre ensemble. C'est pour cela que j'interviens, le but de cette table ronde est de se demander si il y a de l'espoir. Je crois que les ateliers pourraient être l'occasion justement de mettre en synergie toutes les initiatives. Il s'agit au fond d'organiser dans toutes les capitales départementales de France un

mouvement de positionnement sur la gravité de la crise dans ses aspects économiques mais aussi relationnels et identitaires, pour créer un mouvement de mobilisation de toute la société française.

Ce qui est très encourageant, c'est que la ligue de l'enseignement est partie prenante avec l'Association des maires de France (AMF) des ateliers du vivre ensemble. C'est un facteur d'espérance, un des buts serait, par exemple, que les écoles s'ouvrent bien davantage à la citoyenneté, accueillent des espaces intergénérationnels de dialogue, entre jeunes et aînés du quartier, autour des métiers, autour des valeurs. Autant de facteurs de transformation de notre rapport aux autres dans une société en crise.

Martin pour conclure vraiment cette première table ronde ?

